

éviter les effets terribles du bombardement avait engendré une épidémie qui dépeuplait la ville plus activement encore que le feu des Français : et pourtant, réduits à une telle extrémité, ils se montrèrent difficiles sur les termes d'une capitulation que le vainqueur, une fois la ville rendue, ne sut pas respecter ; car il était dit que, dans cette déplorable campagne, tous les genres de gloire seraient pour les ennemis de la France.

Les glorieux souvenirs de 1808 n'ont pas peu contribué à augmenter encore la fierté et l'indépendance naturelles des Aragonais. On sait en quels termes le grand-justicier d'Aragon faisait autrefois sa soumission au roi le jour de son avènement ¹. Bien que les anciens privilèges de cette province, réduits par Philippe II et définitivement abolis par Philippe V après la guerre de la succession, ne soient plus aujourd'hui qu'un souvenir historique, l'esprit d'indépendance qui leur avait donné naissance vit toujours dans le cœur des Aragonais. Ainsi, dans la crise qui agite aujourd'hui l'Espagne, ils sont jusqu'ici demeurés fidèles au parti de la reine ; et, à les en croire, jamais les bandes qui infestent le royaume de Valence et le Haut-Aragon n'oseront se montrer devant Saragosse ; jamais ils ne se soumettraient au prétendant. Cela n'empêche pas que, quelques jours avant mon arrivée, le général Narvaes s'étant présenté devant Saragosse au nom de la reine, le capitaine-général, d'accord avec la portion active de la population, lui refusa l'entrée de la ville, disant fièrement que Saragosse saurait se défendre elle-même et n'avait pas besoin de secours. San Miguel avait parlé selon le cœur des habitants. Ils ne recevront pas don Carlos, parce qu'ils veulent être maîtres chez eux ; le même motif leur fait repousser les auxiliaires royaux ; c'est un zèle tout négatif. Et sous toutes les apparences et les dénominations officielles dont les choses sont recouvertes, il y a vraisemblablement avant tout un grand désir d'indépendance et d'isolement.

Parmi les nombreuses églises de Saragosse, deux surtout sont intéressantes à visiter, l'église de la Seo et Notre-Dame del Pilar. La première est plus riche et construite dans un meilleur goût d'architecture ; la seconde est célèbre par le miracle qu'y opéra le bien-

¹ « Nous qui, individuellement, sommes autant que vous, et qui, réunis, pouvons plus que vous, nous vous faisons notre roi, sous la condition que vous respecterez nos droits ; sinon, non. »

heureux apôtre saint Jacques , alors qu'il se rendait en Galice. S'étant mis en prière, la Vierge, touchée de son invocation, descendit du ciel et se posa sur un pilier qui a donné son nom à l'église, et qui est resté doué d'une vertu miraculeuse. Une statuette très-petite, représentant la mère du Christ, et habillée avec une grande magnificence, repose sur le pilier sacré, qui est lui-même enfermé dans un des immenses piliers qui supportent la voûte de l'édifice ; mais une ouverture ménagée dans la pierre permet aux fidèles de baiser pieusement le pilier intérieur, et de participer aux grâces qui sont attachées à cette dévotion populaire. Chaque dimanche, depuis six heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, on dit des messes dans la chapelle de la Vierge, sans désespérer. La classe bourgeoise ne s'y voit pas, mais le peuple y fait foule. Des voiles tendues aux vitraux répandent dans l'église une obscurité pleine de recueillement ; hommes et femmes sont à genoux sur la pierre nue, et l'on n'entend, avec les paroles du prêtre, que le bruissement perpétuel des éventails qui s'agitent dans l'obscurité comme une volée d'oiseaux de nuit. Bien que le scepticisme ait gagné du terrain en Espagne, ces hommes rudes, à la poitrine velue, à la carrure puissante, paraissent prier avec une ferveur qui a quelque chose de formidable pour qui se souvient de l'action terrible qu'ont autrefois exercée des croyances qui semblent sommeiller aujourd'hui.

La beauté des Aragonaises n'est pas proverbiale comme celle des Andalouses ou des Valenciennes, et pourtant il est impossible de ne pas admirer le genre de beauté qui leur est particulier, et auquel les yeux, dans nos climats plus septentrionaux, ne sont pas habitués. Ce qui frappe dans les Aragonaises, c'est la richesse et l'ardeur de la constitution, la pureté de leur teint, le feu de leurs yeux qui brillent sous leurs mantilles noires ; car, par une singularité digne de remarque, le noir est, dans ce climat brûlant, la seule couleur portée par les femmes, dont la contagion des modes françaises n'a pas encore défiguré le costume. Ce voile noir, posé sur la tête nue, et tombant sur les épaules et sur les bras, a quelque chose de monastique qui donne aux jeunes femmes un air de nonnes agitées de passions profanes, et aux vieilles un air de prophétesses et de sibylles qui parle à l'imagination.

Je m'arrête, monsieur ; je n'ai pu guère, aujourd'hui, vous re-

tracer que quelques impressions rapides et sans ordre , et , cependant , ces premiers pas que l'on fait en Espagne ne font-ils pas , dès l'abord , entrevoir la gravité des questions qui s'agitent aujourd'hui dans ce pays malheureux ? Ces hautes montagnes qui le séparent de la France , qui tournent vers la France toute leur richesse et toute leur parure , et qui ne montrent à l'Espagne qu'un front sévère et dégarni ; cette barrière opposée par la nature aux relations de deux peuples qui ont tant besoin l'un de l'autre ; ces communications pénibles , et plus loin ce sol à la fois fertile et inculte , ce désert créé par l'insouciance et la paresse aux portes de la France , ces populations si belles et si misérables , si favorisées de la nature et si abandonnées de la Providence humaine , cette opiniâtreté de caractère , cet attachement au passé chez des hommes qui ne semblent eux-mêmes qu'une génération du xii^e siècle égarée dans le nôtre , cet esprit d'individualité et d'isolement à une époque où les individus semblent tous devoir être absorbés au profit de je ne sais quelle unité gigantesque , toutes ces observations courantes qu'on recueille ici sur les grands chemins ne mettent-elles pas sur la voie du mal intérieur qui désole l'Espagne ? N'est-ce pas là le problème vivant dont il faut étudier les termes et scruter le caractère , si l'on veut connaître la nature intime d'une révolution qui ne ressemble guère à celle dont notre siècle a déjà été témoin , que par des noms et des costumes d'emprunt ?

LETTRE II.

Madrid, 6 août 1836.

Depuis quelques jours , nous avons ici des nouvelles importantes. Le 23 et le 24 juillet , les carlistes font une pointe du côté de la Granja , jettent l'alarme dans Madrid ; la reine pense à revenir , sans que pour cela la paisible population de Madrid songe un instant à s'ébranler. Le 30 juillet , on apprend que Malaga s'est soulevé , que le gouverneur civil et le commandant militaire ont été massacrés et la constitution de 1812 proclamée. Le 3 août , des nouvelles venues du Midi annoncent que Séville , Ca-

dix, Cordoue et Xérès ont suivi l'impulsion. Le soir même, une émeute éclate à Madrid, et le lendemain on reçoit une déclaration de l'Aragon qui, tout en protestant de son respect pour la reine, se proclame indépendant en attendant la décision des futures cortès, qui, pour le dire en passant, ne paraissent pas devoir s'ouvrir de si tôt. En ce moment, Madrid est en état de siège, plusieurs personnes sont arrêtées, plusieurs journaux suspendus, et chacun attend la conclusion que doit amener un semblable début.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi de vous dire quelques mots de notre émeute du 3; car je lis dans les journaux français des détails si formidables sur l'émeute du 19, qu'il ne sera pas, je crois, hors de propos de vous mettre au courant de ce que c'est qu'une émeute espagnole.

Depuis quelque temps, il régnait ici, dans les rangs de ceux qui s'occupent de politique, un mécontentement assez vif fondé sur l'inaction de l'armée du Nord. On se demandait ce que faisait Cordova¹ avec ses 100,000 hommes; par quelle fatalité, tandis que les carlistes courent de tous côtés et viennent comme par insulte jusqu'aux portes de Madrid, ce malencontreux général ne trouvait moyen ni de les battre, ni de se faire battre, ni de les atteindre, et ne réussissait qu'à éviter un ennemi qui est aujourd'hui partout. Quand on sut les nouvelles de Malaga, le bruit se répandit qu'un mouvement allait éclater, et que la garde nationale y donnant les mains, la constitution serait proclamée. Le 3 au soir, la promenade du Prado était déserte, symptôme grave dans un pays où l'on ne se dérange pas volontiers de ses habitudes; à la fin du jour, les mécontents s'étant procuré des tambours, la générale battit par les rues, les gardes nationaux, le fusil sur l'épaule, se rendaient précipitamment à leurs quartiers respectifs. Enfin, vers les huit heures, un rassemblement de quelques centaines de personnes, drapeau en tête, se présenta aux cris de : *Vive la constitution!* devant le poste de la *plaza Mayor*. Les soldats du poste tirèrent en l'air, dit-on, quelques coups de fusil, après quoi chacun s'en alla souper. Les gardes nationaux interpellés dé-

¹ Un mémoire justificatif, publié depuis par le général Cordova, a fait voir que cette armée de 100,000 hommes n'a jamais existé que sur le papier.

claraient qu'on les avait trompés, que des généraux connus devaient se mettre à leur tête. Bref, c'est partie remise. Dans la nuit, le général Quesada, auquel sa fermeté donne ici un grand ascendant, fit ordonner aux postes de garde nationale de se retirer; les régiments de ligne les relevèrent; le lendemain matin, Madrid était en état de siège, et depuis ce moment personne ne souffle plus.

Tout ceci, monsieur, ne ressemble guère à nos formidables émeutes de Lyon et de Paris. Cependant, quelque ridicules que soient par elles-mêmes de semblables échauffourées, elles peuvent avoir et elles auront sans aucun doute les plus graves conséquences. Napoléon employait 300,000 hommes dans telle campagne qui ne se terminait par rien de décisif; dans d'autres temps, Henri IV gagnait la mémorable bataille d'Arques avec 3,000 hommes et reconqu Coast un royaume avec 5,000. Ce qui donne ici une importance réelle au mouvement insurrectionnel, c'est l'apathie et la neutralité du grand nombre, du peuple. Le sort de l'Espagne se décidera ici par les mains de ceux qui voudront bien s'en occuper; le reste se laisse faire. Ainsi, dans les insurrections d'Andalousie, dont on fait grand bruit, et avec raison, tout s'est fait d'accord avec la troupe; jamais la population n'aurait agi par elle-même. En plusieurs endroits, les insurgés se sont trouvés si faibles, si incapables, si destitués de chefs et d'hommes de tête, qu'ils n'ont rien trouvé de mieux que de supplier les autorités déléguées par la reine de gouverner pour le compte de l'insurrection. Et comme le gouverneur civil de Séville leur objectait que la constitution de 1812 qu'ils venaient de proclamer ne reconnaissait pas de gouverneurs civils, mais seulement des chefs politiques, ils l'ont nommé chef politique; et l'ancien gouverneur civil, *mutato nomine*, a consenti à garder le commandement.

Voilà donc, quant à présent, le gouvernement de la reine maître absolu dans Madrid; en revanche, le Midi est pour la constitution de 1812; l'Aragon est indépendant, ainsi que Valence, dit-on; car ici on ne sait guère les nouvelles qu'à peu près; le Nord est carliste: voilà l'état de l'Espagne.

L'Espagne politique est le royaume des ombres, le pays des fantômes; il n'y faut point prendre les choses au pied de la lettre, mais chercher toujours, sous peine de mystification, la réalité sous l'apparence, la personne sous le masque. Voici trois ans qu'on

parle en France de la constitution espagnole , de la révolution espagnole , des partis en Espagne , de la presse , des doctrines , des vœux du peuple , etc. , etc. ; ce sont là des mots français que nous entendons à merveille en France , mais qui , appliqués à ce qui se passe dans ce pays , ne forment qu'un non-sens ridicule. Voilà , je le sais , des assertions bien tranchantes ; mais les preuves ne me manqueront pas. D'abord , et avant toutes choses , il faut bien se convaincre que les masses , que le peuple reste ici complètement étranger aux questions politiques , que d'ailleurs il ne comprend pas. Le paysan en Castille a besoin de travailler peut-être une semaine ou deux dans l'année pour préparer la terre , ensemençer et récolter ; encore , la plupart du temps , sont-ce des Valenciens qui viennent faire la récolte. Le reste du temps , il dort , il fume , il mange et ne s'inquiète pas de ce qui ne le concerne pas personnellement. Au fond du cœur , il est pour don Carlos , parce que son curé le prêche dans ce sens ; mais il ne se révoltera que s'il voit don Carlos entrer en Castille ; jusque-là il ne bougera pas. Les prêtres d'ailleurs ont conservé ici une influence immense , dans les campagnes surtout. Ils ne vivent point retirés comme les nôtres ; ils passent leurs journées avec le paysan , on les voit sur les routes , fumer dans les auberges , et causer des petits événements de l'endroit. Leur dignité morale y perd , mais leur autorité y gagne ; leur domination est plus certaine , plus intime , plus profondément assise. Quant au peuple de Madrid , par d'autres raisons peut-être , par indifférence , par expérience de l'inutilité des mouvements politiques , ou pour toute autre cause , il ne se mêle à rien. Pendant notre émeute du 3 , les gens du peuple fumaient assis sur leurs portes , et respiraient le frais du soir , sans s'embarrasser du gouvernement ni de la constitution de 1812.

Quant aux hommes instruits , et il y en a ici plus qu'on ne croit , parmi ceux qui sont attachés au parti de la reine , l'insouciance des masses semble avoir remonté jusqu'à eux. Ils seront bien aises que la reine triomphe ; mais si le ciel se couvre , si les nuages samoncellent , ils prendront bravement leur parti , feront leurs malles et gagneront la France qu'ils ont déjà visitée pour la plupart. Ce n'est pas l'intelligence qui pêche en eux , c'est la volonté. En France , il y a quelques années , lorsque le parti républicain voulait pousser à leurs dernières limites les espérances qu'il avait conçues

en juillet, il fut arrêté par des hommes dont la pensée plus modérée sut cependant, dans l'action, avoir recours aux expédients extrêmes pour assurer le triomphe d'un système moyen. Leur modération fut dans la pensée, non dans l'acte; ils repoussèrent la force par la force, et surent, au besoin, faire preuve de virilité. N'attendez rien de semblable des modérés de ce pays; il se peut qu'il y ait du courage et de la volonté dans quelques chefs; mais la classe modérée est, en général, passive et fataliste en politique, et le premier vent un peu fort qui soufflera la fera courber jusqu'à terre ou prendre son vol vers l'étranger¹.

Il faut bien que je vous dise aussi quelque chose des constitutionnels, puisque aussi bien voilà tout le midi de l'Espagne qui se fait constitutionnel. La constitution de 1812 joue ici le rôle historique qu'a joué chez nous la défunte constitution de 91. Excepté ceux qui l'ont faite, je ne crois pas qu'on pût trouver facilement à Madrid cinquante personnes ayant lu la susdite constitution. Il n'y a pas un homme de sens, même parmi les constitutionnels, qui ne sache très-bien que c'est là un vieux drapeau usé et hors de service, un squelette impuissant qu'on ne mettra jamais sur les pieds. L'expérience en a été faite deux fois, et la constitution de 1812 aurait d'ailleurs tous les mérites imaginables, qu'aux yeux des hommes sensés elle aurait toujours le tort grave et irréparable d'être morte sans avoir jamais vécu. En somme, la constitution est ici le mot d'ordre de tout ce qui, sans être carliste, est mécontent du gouvernement; c'est un cri de protestation qu'on emploie avec d'autant plus de confiance, qu'il y a peu à craindre que l'expérience vienne jamais donner un démenti à la merveilleuse efficacité qu'on veut bien lui attribuer².

Il est à remarquer que ce qui a surtout contribué à mettre en vogue la constitution, c'est l'étude et la préoccupation excessive des idées françaises et de la révolution de 89. Les hommes les plus influents du parti libéral ont émigré sous Ferdinand, ils ont vu la France et l'Angleterre, et, à leur retour, ils ont cru que le gouver-

¹ Ceci était écrit le 6 août; le 15, éclata l'émeute de la Granja, et huit jours après presque tous les chefs du parti modéré étaient en France. Il faut excepter M. Martinez de la Rosa, qui, bien que fortement compromis, eut le courage de rester à son poste.

² Depuis lors, la constitution a cependant été proclamée; mais exécutée, jamais

nement de ces deux pays pouvait s'appliquer à l'Espagne. La France joue en ce moment, vis à vis de l'Espagne, au moins aux yeux d'un certain nombre, le rôle que l'Amérique du nord jouait, par rapport à la France, dans les premières années de notre révolution de 1830. Jusqu'à ce que des esprits sérieux et des yeux exercés eussent montré combien le caractère de la civilisation américaine s'éloigne de notre caractère et de nos mœurs, l'Amérique apparaissait dans le lointain comme le type du gouvernement promis à nos neveux. Il y a de même ici une préoccupation des idées françaises, de la révolution française, des formes politiques françaises, qui entretient les esprits dans de fâcheuses erreurs et qui détourne dans des voies fausses une ardeur qui pourrait plus utilement s'employer. Permettez-moi de vous en citer un exemple.

Le parti exalté dans ce pays ne jure guère que par la révolution française ; il semblerait, à l'entendre, que l'Espagne en est aux premiers jours d'un nouveau 89, et qu'elle aura à suivre fidèlement chacun des pas que la France a parcourus dans cette voie.

Or, il est bien vrai que l'Espagne, engourdie depuis trois siècles par un régime d'ignorance, soumise à deux dynasties étrangères dont l'une débuta par la cruauté pour finir par l'impuissance, et dont l'autre fut presque toujours absorbée dans des intrigues de palais, il est bien vrai que l'Espagne cherche aujourd'hui à briser, avec mille douleurs, cette croûte d'ignorance sous laquelle elle gémit depuis trop longtemps ; mais cela une fois accordé, quel rapport entre les deux pays ? Lorsque la révolution française éclata, la France avait été préparée, depuis cinquante ans, par les prédications philosophiques. Les idées de liberté et d'égalité étaient descendues jusqu'au fond de l'ordre social. Grâce à Louis XV, grâce aux désordres du clergé, la déconsidération du pouvoir était complète, la hiérarchie sociale n'était plus qu'une fiction, et le jour où l'intelligence et la volonté qui résidaient plus bas voulurent se lever, la révolution fut faite, les hommes et les choses prirent leur niveau naturel et ne pesèrent plus dans la balance que pour leur valeur propre. Ici tout est au rebours ; il n'y a jamais eu d'autres prédications que celles du clergé, lesquelles n'allaient pas, bien entendu, au renversement d'un état de choses où le clergé dominait. La révolution, ici, ne peut pas sortir des masses qui n'en ont pas même l'idée ; il faut qu'elle descende du pouvoir sur les masses. Il y a,

d'ailleurs, dans ce peuple un sentiment de subordination incompréhensible pour nous autres habitants des contrées libérales. La vie de Ferdinand VII tout entière en a été le plus frappant exemple. Aucune idée générale, aucune notion abstraite de cause commune, d'intérêt d'avenir ne leur est accessible; il faut qu'ils voient, qu'ils touchent. Pour eux, le pouvoir est un homme, c'est Ferdinand, Carlos ou Christine; que ce puisse être une charte, une constitution, un code politique, c'est ce dont il est au moins permis de douter, et c'est ce qui a fait et fera encore, en dépit de toutes les proclamations solennelles, l'irréremédiable impuissance de la constitution de 1812.

Autre complication. Le parti libéral, comprimé à Madrid par la présence du gouvernement, prend sa revanche dans les provinces. Déjà, l'an passé, sous M. de Toreno, vous avez vu éclater le mouvement provincial des juntes, mouvement plus menaçant que redoutable, parce que, encore une fois, le peuple n'est pas de la partie. Les événements de ces jours passés montrent également que le parti libéral porte toujours son effort de prédilection à la circconférence; ce n'est qu'en s'appuyant sur l'esprit provincial qu'il peut espérer le succès; or, qu'y a-t-il de plus opposé à l'esprit de cette révolution française tant préconisée que l'esprit provincial? Quel rapport, je vous prie, entre la convention, mettant hors la loi soixante départements fédérés, et le libéralisme espagnol ranimant, dans ce malheureux pays rongé par le génie de la division, le souvenir de tous ces anciens royaumes, de ces vieilles cortès provinciales, tradition mal éteinte qu'un rien peut réveiller, et qui, du premier choc, peut rompre et disperser en mille pièces l'assemblée incohérent de la monarchie espagnole?

Le fédéralisme est, en effet, un des deux écueils entre lesquels oscille la fortune de l'Espagne. Il ne faut pas s'y tromper, la constitution de 1812 n'est que le masque du fédéralisme. Derrière cette création moderne qui n'a pour elle ni la magie des souvenirs, ni la puissance des traditions, ni la consécration de l'expérience, s'abrite le vieux fédéralisme appuyé sur toute l'histoire de l'Espagne, sur les intérêts provinciaux, les seuls vivants, sur les rivalités de provinces, forts surtout de l'absence d'un centre commun, d'une capitale prépondérante dont l'influence puisse rallier et discipliner toutes ces sympathies divergentes. Singulière destinée que celle de

l'Espagne! Tandis que toutes les nations européennes emploient au moyen âge toute la sève de leur adolescence à se constituer une unité forte et homogène, l'Espagne, distraite par une croisade de sept cents ans contre les Maures, se trouve, sans préparation, ramenée à l'unité par l'étreinte violente de Charles-Quint et de Philippe II, s'abandonne, avec son insouciance fataliste, à cette direction nouvelle, et ne se souvient qu'aux jours de crise et d'angoisse, de sa vie d'autrefois et des traces profondes qu'elle en a conservées. Ainsi, lors de l'invasion française en 1808, n'est-ce pas une chose remarquable que cette impuissance du conseil de Castille, de la junte centrale, de tout ce qui voulut imprimer à l'insurrection un caractère d'ensemble et d'unité? Et où était alors la vie de l'Espagne? dans ses *miquelets*, dans ses *somatènes*, dans ses *guerillas*. Quels furent alors ses héros? Mina, Porlier, L'Empecinado; et aujourd'hui, quels sont les hommes qui s'élèvent au-dessus de la médiocrité générale? C'est Zumalacarreguy, c'est Villaréal, des chefs de bandes. Aux jours du danger d'autres s'uniraient, les Espagnols se divisent, leur force est dans l'isolement, comme pour d'autres elle serait dans l'union. C'est qu'ici, en réalité, l'unité n'est que factice. Le Valencien parle une langue que l'Andalou ne comprend pas, le Catalan et le Castillan ont presque besoin d'interprète, les intérêts ne sont pas mêlés, les destinées ne sont pas solidaires, et quand les circonstances deviennent graves, chacun s'empresse de rompre une alliance qui entrave sans aider, et qui gêne la liberté et la rapidité des mouvements sans leur communiquer la puissance du nombre et de la discipline.

Ce moment-ci, monsieur, est, pour l'Espagne, de la dernière gravité. Que vont faire les provinces? tout est là. Si quelques hommes énergiques se mettaient à leur tête, le gouvernement aurait beau faire, il ne mettrait pas la moitié de l'Espagne en état de siège. Cela est bon pour Madrid, ville sans ressort, sans intérêts commerciaux; ville étrange qui n'est ni le chef-lieu de la Castille, ni la capitale de l'Espagne; ville d'employés, de rentiers et de grandesse. Si le mouvement des provinces se consolide et s'étend, l'Espagne offrira peut-être le spectacle singulier dans ce siècle, mais assez conforme à son histoire, d'un empire qui se démembré et qui se dissout.

LETTRE III.

Madrid, 16 août 1836.

Encore une révolution à ajouter à la liste déjà si longue des révolutions de l'Espagne. Pour la troisième fois depuis vingt ans, la constitution de 1812 vient d'être proclamée : M. Calatrava remplace M. Isturitz dans la présidence du conseil ; vous devez savoir déjà les noms de ses collègues ; cet événement qui fera sans doute en France une profonde sensation, et qui agitera diversement les partis, mérite d'être connu dans ses détails les plus significatifs, détails dont la presse de Madrid, affranchie de la censure légale, mais soumise à la censure bien autrement lourde d'une opinion victorieuse, se gardera bien de vous entretenir.

Depuis le commencement des chaleurs, la reine avait établi sa résidence à la Granja (Saint-Ildefonse), à quatorze lieues de Madrid. Vainement l'avait-on conjurée maintes fois de revenir à Madrid où la présence du général Quesada la garantissait de toute insulte, rien n'avait pu la faire changer de résolution, ni l'alarme donnée le 23 par les carlistes, ni les troubles de Madrid. Cette circonstance, peu importante en elle-même, a décidé des événements de ces jours derniers. L'état de siège et le désarmement de la garde nationale ordonné par suite des événements du 3 n'avaient point découragé les exaltés ; seulement, comprimés à Madrid par l'énergie du capitaine-général, ils comprirent que c'était sur la Granja qu'il fallait porter tous leurs efforts. Vendredi 12 août, à huit heures du soir, les bataillons provinciaux qui formaient une partie de la garde de la reine à la Granja se soulèvent aux cris de : *Vive la constitution!* Vainement les officiers essaient-ils de s'interposer, les soldats ne veulent entendre à rien ; et comme la nuit ne permettait pas à la reine de paraître au balcon, une députation composée de sergents, de caporaux et de soldats monte dans les appartements royaux, et signifie à la reine qu'elle ait à jurer la constitution. La reine répondit qu'elle en référerait aux cortès ; mais cette réponse ne leur suffisant pas, ils la contraignirent, après des pourparlers assez longs, à signer la constitution.

Tout cela s'exécuta d'une manière assez brutale, et la jeune reine Isabelle fut prise comme otage.

Il faut ajouter, pour l'intelligence du texte, qu'on avait distribué de l'argent aux troupes qui, depuis deux jours, avaient le pain et la viande à discrétion, et se festoyaient sans que les officiers s'en aperçussent ou voulussent s'en apercevoir.

A la première nouvelle de ce mouvement, quelques groupes, assez inoffensifs d'ailleurs, se formèrent dans Madrid ; ce ne fut que le dimanche 14 que les cris de : *Vive la constitution !* se firent entendre d'une manière plus menaçante. Le capitaine-général avait à sa disposition fort peu de troupes : il avait dirigé quelques bataillons sur la Granja ; d'autres étaient occupés à garder le parc d'artillerie, le palais et autres points importants ; de telle sorte qu'il n'y avait peut-être pas 200 hommes de troupes disponibles. Toutefois, cette poignée d'hommes suffit à Quesada pour maintenir Madrid ; il allait à la tête de quatre cuirassiers seulement, dissipant les groupes, essayant les coups de fusil qu'on lui tirait des fenêtres et de derrière les bornes, sans jamais riposter. Quand on le serrait de trop près, il faisait front, et son seul aspect suffisait pour mettre en déroute la foule qui le poursuivait de ses cris. Quesada tint de la sorte jusqu'à six heures. Alors, ayant à sa disposition plus de monde, il fit braquer du canon à la *Puerta del Sol* et à la *plaza Mayor* ; les postes furent renforcés, et il devint évident que l'autorité n'avait rien à craindre des manifestations, assez molles d'ailleurs, de la foule. Cependant, le soir, quelques gardes nationaux, s'étant hasardés à reparaitre en uniforme, s'emparèrent du couvent de *los Basillos*. On crut qu'ils allaient s'y défendre ; point du tout : à la première sommation, ils se rendirent et furent faits prisonniers sans coup férir. Vers les neuf heures, Quesada fit afficher une proclamation par laquelle il suppliait les habitants de Madrid de rester calmes, et les prévenait que le ministre de la guerre était allé à la Granja prendre les ordres de la reine.

La nuit fut tranquille ; mais le matin, à huit heures, le ministre de la guerre étant arrivé avec l'ordre de proclamer la constitution, tout changea de face. La veille, l'insurrection se composait de quelques centaines de personnes, la plupart enfants de douze à quinze ans ; la population n'y prenait aucune part, non plus que la garde nationale, qui avait pourtant une belle occasion de se montrer.

Mais à peine la constitution fut-elle proclamée, que vous eussiez vu une foule nombreuse, saisie d'une tardive exaltation, proférer des cris de mort contre ce même Quesada, dont le regard les épouvantait la veille. Ils se dirigèrent vers la fabrique de tapis où on le disait réfugié. Par une inconcevable imprudence, le malheureux Quesada, qui connaissait bien pourtant le jeu qu'il jouait, et qui avait fait son testament l'avant-veille, Quesada fut aperçu fuyant à cheval dans la direction d'Hortaleza. Ici commence une de ces scènes effroyables que la plume ne devrait jamais retracer, s'il ne fallait l'imprimer comme une brûlure d'infamie au front des lâches qui assassinent et des lâches qui laissent assassiner.

J'avais suivi cette foule sanguinaire : hommes et femmes marchaient avec le plus grand sang-froid. « Mais, » dis-je à l'un d'eux, « Quesada n'a fait que son devoir ; comme militaire, il a dû résister tant qu'il n'a pas eu d'ordre, et, après tout, il n'a pas fait verser de sang ¹. — Non, » me répondit-il, « il faut qu'il soit assassiné. »

A Hortaleza, le capitaine-général, déguisé et suivi, les uns disent d'un domestique, les autres du commandant Lavalette, fut reconnu ; toutefois l'alcade du lieu le fit cacher de son mieux. Mais bientôt arrivèrent les assassins qui le cherchaient. « Y a-t-il des gardes nationaux avec eux ? » demanda Quesada. — « Oui, » lui répondit-on. — « Alors, je suis perdu. » On enfonce la porte, il est percé de deux coups de baïonnette, son compagnon de fuite est massacré ; mais ce n'est pas assez ; ces misérables, qui ne pouvaient lui pardonner la terreur qu'il leur avait causée, le coupèrent par morceaux, chacun en prit un lambeau, et le soir, le dirai-je ! les oreilles de Quesada, étalées sur une table, furent montrées en grande pompe au

¹ Quesada n'était pas moins connu par la générosité de son caractère que par sa fermeté. Dans les derniers temps du règne de Ferdinand, chargé, comme capitaine-général, de réprimer une émeute à Séville, il avait reçu les insurgés à composition, en leur garantissant la vie sauve. Cependant la nouvelle de son succès était à peine arrivée à Madrid, que Ferdinand lui envoie l'ordre exprès de fusiller les prisonniers. Quesada répond qu'il lui est impossible d'obéir, qu'il leur a promis la vie. Nouvel ordre de Ferdinand ; nouveau refus de Quesada, qui, cette fois, envoie au roi sa démission. Sa généreuse résistance finit par triompher des appétits sanguinaires du monarque, et sauva la vie à un grand nombre de libéraux. On raconte de lui une foule de traits semblables que je passe sous silence, faute de renseignements suffisamment authentiques.

café Nuevo, et d'infemales harpies criaient au Prado des lambeaux de sa chair.

Disons encore que, quand on apprit à Madrid l'arrestation du malheureux Quesada, Seoane, qui le remplaçait, ayant résolu, après délibération, d'envoyer quarante cuirassiers pour le protéger, l'ordre donné à deux heures et demie ne fut exécuté qu'à cinq heures et demie : aussi ce ridicule et tardif simulacre de bonne volonté ne put-il empêcher le crime.

Voilà sous quels effroyables auspices vient d'être inaugurée la troisième édition de la constitution de 1812 ; voilà le prélude de ce régime d'ordre et de légalité après lequel on dit que l'Espagne soupire.

Maintenant, laissons de côté toutes ces atrocités ; jetons le voile sur le meurtre de Quesada, sur les assassinats qui ont complété la journée, et cherchons à comprendre. Voilà une constitution proclamée par des sergents et des caporaux qu'on régalaît depuis deux jours, un gouvernement renversé comme par hasard, une capitale qui laisse crier : *Vive la constitution!* deux jours durant, comme si elle n'en voulait pas, et qui ensuite la reçoit avec acclamation comme si elle l'avait demandée ; des gardes nationaux qui se laissent licencier sans résistance ; qui, le jour de l'émeute, croient avoir assez fait que de se promener paisiblement en uniforme par les rues, et qui ne retrouvent leurs sabres et leurs fusils que pour assassiner désarmé l'homme auquel, vivant, ils n'osèrent jamais résister ; un ministère qui, sachant qu'il n'y a pour la reine de sûreté qu'à Madrid auprès de Quesada, la laisse résider à la Granja, au milieu de troupes infidèles et d'officiers sans crédit : au milieu d'un semblable tissu de misères, à qui nous intéresserons-nous ? pour qui réserver nos sympathies et nos vœux ? Pour la malheureuse nation sans doute qui se tient soigneusement en dehors de ce triste mélodrame.

Si l'on pouvait croire que toutes ces convulsions amèneront peu à peu l'Espagne à cet état de délire, en quelque sorte prophétique, où les nations puisent quelquefois des lumières et des forces inespérées, on pourrait se féliciter, malgré tout, d'un événement qui rapprocherait le terme de ses maux ; mais plus on va, plus on est forcé de se convaincre que l'Espagne n'est pas en proie à une révolution politique, mais à une décomposition sociale. Le pouvoir qui

vient de succomber, on peut dire qu'il n'a pas été renversé ; il est mort d'impuissance et de consommation, il est mort parce qu'il était seul au milieu de l'indifférence publique, et que le moindre souffle a dû jeter bas un arbre qui n'était que posé sur le sol, mais qui n'y avait point enfoncé ses racines ; il est mort parce que l'apathie et l'insouciance sont arrivées ici à un tel point que nul, si ce n'est par motif d'ambition personnelle, ne se croit intéressé dans les affaires publiques ; il est mort parce qu'il n'y a plus de pouvoir, plus de subordination en rien, parce que le premier employé civil ou militaire se croit juge de la convenance qu'il y a d'exécuter les ordres qu'il reçoit ; parce qu'isolé entre ses chefs et ses inférieurs, chaque fonctionnaire ne compte sur personne, de même que personne ne compte sur lui. Si quelque chose faisait ici de Quesada un homme à part, c'est que, ne comptant, lui, sur personne, il avait donné à tout le monde le droit de compter sur lui. Il était le gardien de ses propres soldats dont la faiblesse ou la corruption n'osait éclater devant lui ; il était admiré du peuple, haï du bourgeois, estimé des hautes classes : abandonné ici, seul, sans secours, sans ordres, il avait tout maintenu sans verser une goutte de sang ; en brave militaire, il a fait son devoir jusqu'au bout, et il est le seul qui l'ait fait ; sa mort est plus que la mort d'un homme, c'est le dernier soupir de l'autorité et de la subordination en Espagne. Où trouver aujourd'hui un capitaine-général qui ose faire son devoir avec l'assassinat en perspective ? Les nouveaux dépositaires du pouvoir qui l'ont laissé frapper, qui ont laissé, à leur honte, étaler et vendre ses membres dans les cafés de Madrid, auront peut-être lieu de s'apercevoir, avant peu, qu'ils ont frappé là un de ces coups qui manquent rarement de rejallir.

Si quelque chose pouvait égaler l'odieux qui s'attache à de pareilles indignités, ce serait le ridicule des fastueuses proclamations dont les murs sont tapissés, et les fictions poétiques des journaux à qui la terreur des chevaliers du couteau ferme la bouche. Ainsi, l'un vous dira que la reine a juré la constitution avec une entière spontanéité ; une proclamation du capitaine-général portera jusqu'aux nues cette héroïque garde nationale qui n'a pas brûlé une amorce pour la constitution, et dont une douzaine d'assassinats compose le glorieux butin. Ajoutez les innombrables contradictions qui résultent du fait seul de la proclamation de la constitution, qu'il faudra refaire

d'un bout à l'autre ; ajoutez qu'il va falloir, au milieu du relâchement général des ressorts de l'autorité, procéder à de nouvelles élections conformes au nouveau code politique ; ajoutez la terreur générale, la crainte de l'assassinat qui domine tout, et vous aurez une idée de la liberté dont jouit aujourd'hui l'Espagne et de celle qu'on lui prépare. Croiriez-vous qu'à l'heure qu'il est les misérables qui ont assassiné Quesada procèdent impunément à la recherche de son fils, à qui pareil sort est promis ? Croiriez-vous que les assassins sont connus par leur nom et restent impunis ? Croiriez-vous qu'il a été permis à la plus sale canaille d'aller vociférer d'immondes refrains toute la nuit sous les fenêtres de sa veuve ? Croiriez-vous qu'ils ont voulu assassiner la mère de Cordova qui a été obligée de fuir et de changer de demeure ? Croiriez-vous enfin que le pouvoir qui tolère de semblables excès a le front d'afficher des exhortations et des phrases sur l'ordre public, des félicitations à la ville qui s'est conservée pure au milieu du glorieux événement de la révolution, et que, grâce à la complicité de la presse, de semblables mystifications courent risque de s'accréditer en Europe ?

Tout cela est un déplorable spectacle ; c'est une grande pitié de voir le gouvernement d'une nation, comme la nation espagnole, renversé par une conspiration de sergents et de caporaux gagnés à prix d'argent, et un nouveau gouvernement s'élever sur les épaules de ces ridicules prétoriens. Pour comble de malheur, tout ici repose sur des bases fictives et mensongères ; personne ne dit vrai, ni les journaux qui s'accordent pour conserver à l'événement des dehors honnêtes, ni les chefs du mouvement qui savent mieux que personne ce qu'on peut attendre de la constitution de 1812 ; et la dupe de tout cela, c'est ce malheureux peuple qui, ballotté d'expérience en expérience, accepte avec joie toute nouveauté accompagnée de promesses pompeuses. J'entendais l'autre jour, au milieu de la foule qui cherchait Quesada pour le mettre en pièces, une femme du peuple qui faisait aussi son programme : « Enfin, » disait-elle, « tout est fini maintenant, chacun va pouvoir rester tranquille et s'occuper de ses affaires, le commerce va reprendre et l'on va reconnaître l'indépendance de l'Amérique. » Sauf l'indépendance de l'Amérique qui n'était évidemment pas de son cru, le reste montrait bien quelles sont ici les dispositions des masses. Il y a dans ce pays d'immenses ressources, par quelle fatalité s'est-il donc trouvé

depuis si longtemps jeté hors de ses voies ? On veut à toute force en faire une monarchie constitutionnelle, on veut le mouler sur le patron de la France et de l'Angleterre, et on n'aboutirait qu'à le rendre ridicule sous cette fausse décoration, si une nation tout entière pouvait devenir ridicule. On veut établir des chartes chez un peuple qui ne comprend que l'autorité vivante, chez un peuple qui ne se conduit pas par principes, mais par intérêt dans les petites choses, et par passion dans les grandes ; chez un peuple qui n'a pas le sentiment de la légalité, qui s'est toujours fait juger par ses alcades, comme les Arabes par leur cadî, et dont le génie apathique et impétueux par intervalles n'entend rien à la procédure politique. Tout ce beau plan porte ses fruits ; on a une constitution, mais personne n'y croit ni ne la connaît ; on fait des lois, mais personne n'y obéit ; on fait des proclamations que personne n'écoute ; on fait des compliments au peuple sur sa modération, au moment où il vient de tolérer d'infâmes atrocités ; de telle sorte qu'il s'est formé deux Espagnes, l'une, pays-modèle, peuple libre, puissant, héroïque, indomptable, peuple de grands hommes conduit par des chefs plus grands encore et auquel tout réussit : c'est l'Espagne des journaux et des proclamations. Mais allez plus loin, percez plus avant, et vous toucherez alors l'Espagne véritable, l'Espagne ruinée, engourdie, fataliste, l'Espagne disloquée, sans administration, sans finances, sans esprit public, rongée par la guerre civile, fatiguée de diplomatie, de protocoles, de constitutions, et demandant au ciel, qui le lui refuse, un homme, non pas même un grand homme, mais un homme intelligent, vigoureux et probe.

Enfin attendons ; voici les constitutionnels à l'œuvre, toute l'Espagne va maintenant recevoir la constitution que Madrid vient de proclamer ; les hommes de leur choix sont au pouvoir, où une arrière-garde plus jeune et plus impétueuse s'occupe déjà du soin de les remplacer. Maintenant que rien ne s'oppose plus à l'élan national, nous allons voir, sans doute, des levées en masse contre don Carlos ; des dons volontaires viendront suppléer à la pauvreté du trésor, et l'insurrection qui occupe le Nord et qui, il y a quelques jours, envoyait ses lieutenants insulter la Granja, qui occupait Medina-Celi et interceptait les communications avec la France ; l'insurrection qui court à travers l'Aragon, Valence, la Catalogne, qui inquiète la Vieille-Castille, sans que l'armée de Cordova ait pu réussir à

l'atteindre; l'insurrection va sans doute céder à l'énergie de l'Espagne régénérée. Pour nous, nous le désirons sincèrement sans l'espérer; car rien dans ce que nous avons vu ne ressemble à un mouvement national. Attendons toutefois la fin de la guerre civile, ce sont là la tâche et l'épreuve imposées à tout gouvernement qui voudra diriger l'Espagne autrement que sur le papier; c'est à ce signe de virilité qu'on reconnaîtra si les hommes du pouvoir sont destinés à grossir la liste déjà si longue des théoriciens constitutionnels, ou si l'Espagne a enfin trouvé les guides intelligents qui sauront faire vibrer la vieille fibre nationale et remettre en mouvement les ressorts d'une organisation fatiguée, mais riche encore et pleine de sève.

LETTRE IV.

Madrid, 6 octobre 1836.

Depuis bientôt deux mois que s'est accomplie la dernière révolution, rien de ce qu'on pouvait raisonnablement prévoir n'est arrivé. Les uns croyaient que don Carlos, mettant à profit le trouble et l'indiscipline du premier instant, allait enfin sortir de ses montagnes, faire une pointe sur Madrid et essayer, par un coup hardi, de terminer la guerre. Don Carlos est resté en Navarre, et si quelques bandes se sont rapprochées de la capitale, la direction de leur course n'a semblé déterminée par aucun but sérieux. Quelques combats partiels s'en sont suivis, les succès ont été à peu près balancés, et les choses n'ont pas fait un seul pas vers une solution définitive. D'autres, en plus petit nombre, croyaient ou disaient que l'enthousiasme révolutionnaire allait communiquer à l'armée, aux milices, un élan irrésistible, et que de brillants avantages en seraient infailliblement la conséquence. Rien de pareil ne s'est vu; au contraire, les engagements qui ont immédiatement suivi la révolution, tels que celui de Lopez, par exemple, ont été funestes aux troupes constitutionnelles; les succès ne sont venus que plus tard, alors que la ferveur tumultueuse des premiers jours paraissait

complètement dissipée. D'autres enfin croyaient, d'après les actes qui avaient signalé l'avènement du nouveau pouvoir, qu'une désorganisation croissante allait paralyser les ressources du nouveau gouvernement et hâter le dénouement de ce drame bizarre. Divisés sur le reste, tous semblaient s'accorder pour croire que l'issue de la guerre, quelle qu'elle dût être, allait être rapprochée, et que le contre-coup d'un événement politique aussi grave devait promptement réagir sur les événements militaires. Rien de tout cela ne s'est vérifié; deux mois se sont écoulés sans que ni l'un ni l'autre des deux partis ait mis à profit la nouveauté de la situation. Maintenant les pluies commencent, l'hiver qui s'approche va nécessairement ralentir les opérations militaires, de telle sorte que si, après tant de prévisions déçues, on voulait encore se mêler de prévoir, on pourrait penser que, d'ici au printemps, rien de grave et de décisif n'aura lieu. La guerre se poursuit sur l'ancien pied; Madrid est parfaitement calme, les emprunts s'exécutent tant bien que mal, sans enthousiasme comme sans trop grande difficulté, la cause constitutionnelle n'est dans un état ni pire ni meilleur qu'auparavant. Combien de temps tout cela durera-t-il? comment et quand les choses prendront-elles fin? C'est ce dont il est difficile de se faire une idée, et je dois dire que je ne vois personne ici, Espagnol ou non, qui se flatte d'en deviner quelque chose.

Il y a, dans le caractère français, une certaine ardeur d'imagination mêlée de logique qui nous pousse irrésistiblement vers la réalisation de l'idée que nous avons une fois conçue. Théoriquement, nous menons vite un système à ses dernières conséquences; et dans la pratique, une fois l'œuvre entreprise, nous n'avons point de repos qu'elle ne soit menée à fin. Dans nos guerres, la victoire est vite décidée; vainqueurs ou vaincus, on sait vite à quoi s'en tenir, et l'incertitude n'est jamais longue. Aussi, quand nous jugeons les événements d'Espagne, il nous faut une continuelle surveillance sur nous-mêmes pour ne pas prêter aux Espagnols notre caractère et nos allures, et pour ne pas décider de ce qu'ils vont faire par ce que nous ferions nous-mêmes si nous étions à leur place. C'est ainsi, par exemple, que dans ce moment, si grave que soit la situation de ce pays, on peut dire qu'on s'en occupe dix fois plus à Paris qu'à Madrid, que les imaginations en sont bien plus inquiétées, et que les Français, qui voient de près la crise espagnole, mettent, dans

leurs conjectures et dans leurs vœux, une vivacité et une action plus grandes en quelque sorte que les intéressés eux-mêmes, que ceux dont la sécurité, la fortune, la vie enfin peuvent, à chaque instant, se trouver compromises.

Cette ténacité espagnole, cette faculté de se faire une habitude de son mal, de vivre avec son ennemi, ont beau nous être certifiées par l'histoire du passé comme par le spectacle du présent, c'est une chose à peine intelligible pour nous. Les Arabes avaient conquis l'Espagne en deux ans; les Espagnols ont mis près de huit cents ans à la leur reprendre. Lorsqu'on lit les dissensions perpétuelles des Arabes, leurs discordes intestines, on s'étonne que leurs adversaires n'aient pas poussé leurs succès et rejeté bien vite la race asiatique et africaine hors de la Péninsule; mais il en était alors comme aujourd'hui, on remportait un avantage pendant l'été, et, au lieu de le suivre, on retournait dans ses foyers consommer le butin pendant l'hiver, en attendant la campagne prochaine. Que, pendant ce temps, l'ennemi réparât ses forces, on s'y attendait bien; qu'on eût pu, profitant de la première terreur, le réduire et le subjuguier, c'est une idée qui ne paraît guère leur être venue que fort tard, lorsque l'empire arabe, réduit aux murs de Grenade, semblait ne devoir plus coûter que l'effort d'une campagne. La guerre contre les infidèles était entrée dans les mœurs, je dirais presque dans les besoins des Espagnols; les courses contre les Arabes revenaient périodiquement comme la moisson, sans qu'on puisse rencontrer, dans le cours de tant de siècles, un plan d'opération, une combinaison suivie plusieurs années, dans le but de les exterminer; sans que jamais non plus la présence menaçante de l'ennemi ait empêché la discorde, les querelles d'héritages et les guerres civiles d'éclater dans le camp espagnol. Quelque chose de ces mœurs de tribus primitives, de ces habitudes d'aventures s'est perpétué jusqu'à nos jours; de là un décousu, une absence de volonté persévérante qui laissent au hasard, aux événements, à l'imprévu, la grande et la meilleure part, l'influence la plus décisive. On cite ici le mot d'un général carliste qui résume parfaitement bien, ce me semble, la position respective des deux partis belligérants. « Si don Carlos, » disait-il, « est encore en Espagne, c'est la faute des christinos; et si nous nous ne sommes pas encore à Madrid, c'est la faute de nos généraux. » Sous le rapport de la guerre, enfin, comme sous beau-

coup d'autres, l'Espagne appartient encore autant au moyen âge qu'à notre époque; c'est là une chose dont il importe de se bien persuader.

Il ne faudrait pas toutefois s'exagérer la difficulté qu'on trouve à s'expliquer ce pays, il ne faudrait pas surtout s'autoriser de sa singularité pour rejeter bien loin tout espoir de salut et de progrès. Oui, ce pays est singulier, mais il est loin d'être incompréhensible; il est arriéré, mais il n'est pas atteint, comme quelques-uns semblent le croire, d'une sorte de pétrification morale qui doit faire désespérer de son avenir; et l'on peut même dire, qu'eu égard aux circonstances exceptionnelles et fatales qui ont si longtemps comprimé son essor, il y a plutôt lieu de s'étonner qu'il ne soit pas encore mille fois plus arriéré qu'il ne l'est en effet.

Les peuples comme les individus vivent d'emprunts et d'échanges. C'est le commerce des idées, ce sont les mouvements de races, les grandes secousses guerrières qui développent et fortifient le tempérament d'un peuple. Or, quel peuple fut jamais moins favorisé, sous ce rapport, que le peuple espagnol? Sans reprendre ici son histoire depuis le commencement, arrêtons-nous seulement quelques instants à considérer un homme dont deux siècles et demi n'ont pu complètement effacer la funeste empreinte, je veux parler de Philippe II. Sous son règne, il est vrai, l'Espagne a semblé atteindre l'apogée de sa puissance; mais on peut dire aussi qu'il a consommé et détruit, au profit de sa stérile grandeur, tous les éléments de prospérité, tous les germes de développement qui depuis ont si visiblement manqué à l'Espagne. Quand Philippe II monta sur le trône, l'Espagne se trouvait dans une de ces époques climatériques, en quelque sorte, qui décident du sort de plusieurs siècles et qu'on ne manque jamais impunément. Il y avait soixante ans environ que, par la réunion des couronnes de Castille et d'Aragon, l'Espagne se trouvait ramenée à l'unité; le premier résultat de ce grand événement avait été la soumission définitive des Maures de Grenade; Charles-Quint avait comprimé la révolte des communes, l'Espagne se trouvait donc forte et unie, toute prête pour les grandes entreprises, capable de jouer son rôle et un rôle prépondérant dans les affaires de l'Europe qu'agitait alors le puissant esprit de la réforme. Malheureusement cette puissance, cette unité de pouvoir tomba aux mains du génie le plus absolu, le plus égoïste, le plus stérile, le plus

opposé au mouvement dont l'histoire peut-être fasse mention ; et l'Espagne, riche, forte, l'Espagne qui venait de soumettre ses vieux ennemis, qui achevait de conquérir l'Amérique, devint, entre les mains de Philippe, un instrument de lutte contre l'esprit moderne, contre les idées de liberté, d'examen, d'affranchissement qui faisaient explosion de toute part, et, dans cette lutte insensée, elle eut le malheur d'être victorieuse. La vie de Philippe II, considérée de ce point de vue, offre une unité vraiment singulière et dont on trouverait difficilement un autre exemple : à l'intérieur, établissement du despotisme politique et de l'inquisition religieuse ; à l'extérieur, lutte contre le principe libéral et protestant partout où il essayait de se montrer.

L'administration de Philippe en Espagne, pendant les dernières années de Charles-Quint, l'avait fait aimer ; il n'était pas étranger, Flamand comme son père ; il était Espagnol de naissance, de langage et d'humeur, et son administration avait été signalée par quelques mesures utiles. Mais une fois monté sur le trône, on le vit déployer un de ces caractères entiers et tout d'une pièce, qui ne manquent jamais d'exciter l'admiration, quand ils ne sont pas, comme le sien, employés au malheur et au retardement de l'espèce humaine. Ainsi l'on vit Philippe, guidé par un esprit de superstition barbare, poursuivre les malheureux débris de l'empire de Grenade, persécuter les Mauresques, leur imposer mille vexations, mille avanies, jusqu'à les contraindre de changer de vêtements et de langage, et finir par exterminer la meilleure partie de cette race industrielle. L'inquisition, jusque-là restreinte dans ses attributions, prit sous son règne un accroissement formidable. Les idées de la réforme qui avaient commencé à germer en Espagne en furent extirpées par le fer et par le feu ; et quant à ceux qui font à Philippe un mérite d'avoir ainsi préservé l'Espagne des guerres de religion, nous leur ferons seulement remarquer que la France, l'Angleterre et l'Allemagne, si profondément travaillées par les guerres de religion, sont aujourd'hui à la tête de la civilisation, et que l'Espagne et les États pontificaux, préservés par l'inquisition, sont les deux pays les plus arriérés de l'Europe. Enfin, pour compléter son œuvre au dedans, Philippe, pour dérober au public la connaissance d'une double infamie, confisque au profit de la couronne les privilèges des Aragonais, privilèges exorbitants, il est vrai, mais

qu'on est fâché de voir succomber au profit d'un pareil système.

Il n'est pas moins remarquable de le suivre dans sa politique extérieure et de voir avec quelle invariable logique Philippe se constitue partout l'adversaire implacable des intérêts et des idées nouvelles, et comment son ambition elle-même plie et cède parfois devant l'intérêt de ses préjugés. Champion déclaré de l'orthodoxie, lorsque le pape Paul IV, désireux de procurer des établissements à ses neveux, excite la France contre lui, c'est à peine si l'orgueilleux monarque peut se résoudre à se défendre, tant il sent la solidarité qui lie ses intérêts à ceux de la vieille couronne de Saint-Pierre. Quand enfin il est forcé de prendre les armes, il ne croit jamais mettre assez de ménagements; ses généraux ont ordre d'user d'égards infinis envers le Père des Fidèles, et dès qu'il peut poser les armes, il s'empresse de rentrer en grâce; mais, en revanche, que de cruautés contre les protestants des Pays-Bas! Il aime mieux s'aliéner ces belles provinces et les détacher de son empire que de transiger avec l'hérésie. Suivons-le dans toutes ses guerres, il ne s'en prend qu'aux infidèles et aux hérétiques. Ce sont les Mauresques de Grenade, les États barbaresques, les Turcs de Lépante, les Pays-Bas hérétiques, l'Angleterre hérétique, la France menacée de voir l'hérésie monter sur le trône dans la personne de son légitime souverain. Sauf la conquête du Portugal, inspirée par la pure ambition, ne dirait-on pas un inquisiteur sur le trône? Au moment où l'Europe subissait tout entière une crise régénératrice, Philippe se fit, contre l'esprit moderne, le champion de tous les vieux pouvoirs, le champion de l'autorité antique contre la liberté nouvelle, de l'ignorance contre l'esprit d'examen. Ce fut dans cette lutte qu'il employa et dissipa les immenses richesses de l'Espagne. L'Espagne eut le malheur de vaincre, et ne s'est pas encore relevée de sa victoire. L'Espagne, qui, par l'isolement de sa position et la singularité de son développement au moyen âge, avait plus besoin que tout autre peuple d'être fécondée, remuée, renouvelée par l'esprit moderne; qui, plus que toute autre nation, avait besoin d'entrer en rapport avec l'Europe, avec ses lumières, avec sa civilisation; l'Espagne, depuis Philippe II, est restée fermée et impénétrable au mouvement commun des esprits. L'esprit monacal et despotique s'y est longtemps conservé dans l'ignorance, sans puiser

de force au dehors, il est vrai, mais aussi sans permettre que l'intelligence nationale empruntât au dehors des armes contre lui.

Jusqu'à la fin de la dynastie autrichienne, la tradition de Philippe II s'est conservée aussi fidèlement qu'on pouvait l'attendre d'un Philippe III, d'un Philippe IV, qui n'avaient rien de l'énergie de leur aïeul, et d'un Charles II, espèce de crétin couronné qui passa sa vie dans les oraisons, assiégé par la crainte de l'enfer. Sous ces faibles princes, les arts, profitant du calme qui succédait aux tempêtes du règne de Philippe II, jetèrent un vif éclat; mais l'Espagne, dès lors, décline et disparaît presque entièrement de la scène européenne.

Certes, il serait difficile de faire honneur de grands talents à la dynastie française d'Espagne. Philippe V, qui passait sa vie entre son confesseur et sa femme, ne peut être donné pour un grand rénovateur. Charles III lui-même, le meilleur souverain et le plus intelligent, sans aucun doute, qu'ait eu l'Espagne moderne, était loin d'être un génie : c'était seulement un roi sage, honnête, ami du bien, et qui, sans vouloir se lancer dans les grandes entreprises, se montrait généralement favorable aux améliorations partielles. Nous ne donnerons pas non plus Charles IV ni Ferdinand comme de grands civilisateurs, et pourtant, sous la dynastie française, a commencé pour l'Espagne une ère distincte et meilleure : beaucoup de monuments utiles, on pourrait dire tous les monuments utiles datent du règne de Charles III; la population a augmenté; quelques lumières se sont développées; l'Espagne, enfin, sans pouvoir se relever de sa longue déchéance, a marché quelque peu, et cela seulement par sa force propre, par son instinct naturel; le jour où elle s'est senti la gorge un peu moins étroitement serrée, elle a hasardé de se mouvoir, et l'essai, quoique inachevé, ne lui a point mal profité. C'est qu'aussi c'est seulement à partir de l'arrivée des Bourbons en Espagne que l'esprit français a commencé à filtrer goutte à goutte à travers le Pyrénées. Philippe V avait amené de France Orry, surintendant des finances, qui rétablit quelque ordre dans l'administration. Les rapports, suivis des cours de France et d'Espagne, amenèrent peu à peu quelques résultats incomplets et chétifs, sans doute, mais qui cependant forment toute la tradition progressive de ce pays. L'espèce d'école française que formaient en Espagne le comte d'Aranda, Olavide,

Campomanès, Florida Blanca, Jovellanos, ne dut porter que d'assez maigres fruits, parce que tout se passait dans le cercle de quelques esprits éminents, sans doute, mais dont l'action devait se trouver bien restreinte dans un pays où la presse n'existait pas et où toute manifestation de principes un peu explicite amenait presque inévitablement le philosophe devant l'inquisition pour être revêtu du *san-benito*, entendre lire sa condamnation et aller de là expier, dans les prisons du Saint-Office, ses indiscrètes espérances, ainsi qu'il advint à Olavide, par exemple, que sa belle et utile fondation des colonies de la Sierra-Morena ne put défendre de la proscription. Le peuple, la masse, ne soupçonnait pas même les questions qui pouvaient s'agiter dans son intérêt; rien ne faisait écho aux novateurs; et cependant, je le répète, c'est à cette introduction clandestine de l'esprit français que l'Espagne doit de n'être pas restée absolument ce qu'elle était sous le règne de Philippe III.

Presque entièrement environnée par la mer, ayant des ports magnifiques sur l'Océan et sur la Méditerranée, l'Espagne n'a en face d'elle que la côte d'Afrique, où la civilisation ne fait que de mettre le pied; aussi semble-t-il qu'elle ne puisse attendre son avancement sérieux et rapide que de ses rapports avec la France, son seul voisin d'Europe, le seul auquel elle ait pu jusqu'à ce jour emprunter et de toutes les nations du continent la plus capable, par sa proximité, par la fraternité de sa langue et par le besoin d'expansion continuelle qu'elle éprouve, de l'aider à se dégager des entraves qu'a multipliées sur sa route le génie systématiquement et énergiquement rétrograde de Philippe II, génie qui a inspiré ses successeurs, sans qu'une réaction également franche et décidée ait encore ouvert à l'Espagne une route meilleure. Il faut dire aussi que, sur ce point, les esprits, en Espagne, n'ont point pris le change; la France est, pour tous les hommes éclairés, un objet d'études continuelles. Les émigrations occasionnées par les agitations intérieures du pays ont poussé vers la France un bon nombre d'intelligences distinguées, et si, pour le moment, la préoccupation des idées françaises exerce quelquefois une influence nuisible, si l'on ne distingue pas toujours, autant qu'il serait à souhaiter, les modifications que la différence des deux pays doit introduire dans l'application des mesures empruntées à la France, toujours peut-on dire que la voie est bonne, largement ouverte, et que le temps et